



COMMUNIQUE N°002/ODEP/FEVRIER/2024

HALTE A LA DESTABILISATION, A LA DIABOLISATION ET A LA FRAGILISATION DE LA FONCTION CONTROLE AU SEIN DE L'ETAT CONGOLAIS : CAS DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)

Introduction : Restauration et organisation de la fonction contrôle au sein de l'Etat congolais

Les plus hautes autorités de la République se sont prononcées pour le renforcement du contrôle des activités de l'Etat dans tous les domaines de la vie nationale.

Ce renforcement requiert une organisation de ce qu'il serait convenu d'appeler la « fonction contrôle de l'Etat », en vue de traduire en action la volonté du Président de la République pour « Une lutte efficace et déterminée contre la corruption et les antivaleurs notamment l'impunité, la mauvaise gouvernance (...) »

En droite ligne de la position du Chef de l'Etat, le Premier ministre a stigmatisé « l'inefficacité de notre dispositif de lutte contre la fraude et la corruption résultant d'un système désuet et non informatisé, ainsi que de l'absence d'une culture fiscale », et préconisé la « lutte contre la corruption et les crimes économiques ».

Le Premier ministre a également parlé de « l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances de l'Etat », du « renforcement de l'autorité de l'État, de la promotion de l'État de droit et de la démocratie ».

L'État de droit et la démocratie ne doivent pas se situer uniquement sur le plan politique, mais se manifester également dans la lutte contre le coulage des recettes, l'évasion et la fraude fiscale, la limitation des exonérations et par le respect rigoureux de la loi sur les marchés publics.

C'est ainsi que l'ODEP avait souhaité en son temps l'identification de tous les corps de contrôle opérant dans les divers secteurs de l'administration publique et domaines d'intervention de l'Etat, et de faire l'inventaire des textes légaux et réglementaires qui les ont institués et les régissent en vue de renforcer leurs actions.

La cohérence de ces textes devait être examinée. Nous devons, en effet, nous assurer que tous les aspects de l'activité de l'Etat font l'objet d'une vérification conforme aux normes appropriées et dont les conclusions peuvent être exploitées par tous les intervenants dans le cadre de la fonction contrôle et par les autres services de l'Etat.

En outre, l'étude des textes relatifs aux corps de contrôle devraient permettre d'en identifier les brèches qui rendent possibles diverses violations des lois et règlements de la République, empêchant la collecte optimale des recettes du Trésor et favorisant des pratiques répressibles, comme notamment la corruption et la passation non conforme à la loi pertinente des marchés publics. L'approche basée sur l'intégrité trouvera toute sa

place ici, car l'expérience a démontré ailleurs sa capacité de limiter sensiblement ces méfaits.

C'est, faisant sienne cette vision de l'importance de la fonction contrôle au sein de notre Etat qu'une table ronde sur les contrôles a été organisée en son temps par l'ODEP qui est très préoccupé par l'efficacité du contrôle au sein de l'Etat Congolais. Ses conclusions et recommandations ont été regroupées autour de trois grands axes (voir annexe) :

- **Axe 1** : Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)
- **Axe 2** : Cour des Comptes et Inspection Générale des Finances
- **Axe 3** : Inspections Sectorielles

Dans le cadre du présent communiqué, voici les observations faites en son temps par l'ODEP sur l'IGF en vue de rendre efficace et efficiente son action :

Obstacles	Recommandations	Contenu du plaidoyer	Cible	Périodicité		
				Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Faible accompagnement de l'opinion dans des publications des rapports des missions d'inspection :	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître l'accompagnement des rapports publiés pour susciter la clameur publique sur certains dossiers - Organiser des journées portes ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre visible l'action de l'IGF - Vulgariser le fonctionnement et rapports de l'IGF - Partager une compréhension commune de la mission de l'IGF 	Président de la République Société civile IGF	X		
Interférence de certaines administrations et des politiques qui sont en collision avec des opérateurs économiques en vue de contrer les opérations	Mettre fin à toute forme de trafic d'influence des administrations et des politiques	Mettre fin à l'impunité	Président de la République Gouvernement	X		
Insuffisance d'inspecteurs et limitation de nombre organique d'inspecteurs :	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le recrutement de nouveaux inspecteurs - Réviser l'ordonnance créant l'IGF afin d'augmenter selon le besoin le nombre organique des inspecteurs généraux des finances 	-Augmenter l'effectif des inspecteurs généraux des finances afin de palier à l'insuffisance des inspecteurs sur terrain	Président de la République	X	X	

Comme on peut le constater, restaurer la fonction contrôle au sein de l'Etat congolais est un énorme défi que toute notre communauté nationale doit lever en lieu et place de créer des associations des malfaiteurs à proximité du Chef de l'Etat, dans sa cour la plus proche pour déstabiliser, discréditer, diaboliser et fragiliser la fonction contrôle au sein de l'Etat, avec comme cible l'IGF qui a pu lever la tête contre toutes les antivaleurs qui gangrènent la gouvernance de notre pays.

C'est trop léger d'utiliser, les ambitions personnelles, l'égoïsme et l'irresponsabilité pour tuer une institution supérieure de contrôle sous tutelles du Président de la République en personne, en l'occurrence l'Inspection Générale des Finances, qui a fait et continue à faire ses preuves.

Pour conclure

L'ODEP lance un appel au Président de la République qui sait très bien d'où vient le complot contre l'IGF, qui sont à la manœuvre ? pour éviter que les gains de victoires comme celle de la SICOMINES sombrent tristement dans l'eau et que le découragement envahisse les combattants de la lutte contre la corruption dont le résultat immédiat est palpable c'est-à-dire les 10 points gagnés par notre indice de perception de la lutte contre la corruption et le 7 milliards des dollars pour les infrastructures gagnés lors de la révisitation de l'accord Sino-congolais.

Fait à Kinshasa, le 22 Février 2024

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique



Florimond MUTEBA TSHITENGE
Président du Conseil d'Administration

Annexe : Quelques recommandations issues de la table ronde / atelier d'échanges et de renforcement des capacités des acteurs de la société civile afin d'organiser un vaste plaidoyer en faveur de tous les contrôles en vue de contribuer à éradiquer le fléau de la corruption.

Axe 1 : Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)

A. Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)

N°	Obstacles	Recommandations	Contenu du Plaidoyer	Cible	Périodicité		
					Court terme	Moyen terme	Long terme
1	Faible implantation des organes des marchés publics tant au niveau national que provincial	Poursuivre la mise en place effective des organes des marchés publics - Organes-phares au niveau national (Présidence, CENI, BCC et les établissements publics, les entreprises commerciales dont l'Etat est majoritaire) ; - Implantation et opérationnalisation de des Antenne provincial de l'ARMP - Provincial (CGPMP, DPCMP)	Finaliser l'installation des organes de passation des marchés tant au niveau national et provincial (Lettre pour instruire l'ARMP à poursuivre le déploiement et aux gouverneurs de mettre en place les organes des marchés publics)	- Premier Ministre et le Ministre du Budget ; - Premier Ministre - Gouverneurs	X		
2	Instabilité du siège des organes de l'ARMP et à la DGCMP	Procéder à la dotation d'un siège propre à l'ARMP et à la DGCMP	Doter l'ARMP et DGCMP des sièges propres	- Président de la République - Premier Ministre - Ministre du Budget - Ministre des finances - Min ITPR		X	
3	Exécution des marchés hors système par BCECO et Cabinets politiques	Supprimer les structures parallèles et interdire les cabinets politiques de passer les marchés publics	Supprimer BCECO et interdire les structures et procédures parallèles conformément à la loi relative aux marchés publics	- Premier Ministre - Ministre du Budget - Ministre des Finances	X		
4	Absence d'un système d'info dans le processus de passation des marchés publics	Mise en place et déploiement du système d'information des marchés publics, SIGMAP	Demander au Ministère des finances d'accélérer et finaliser le processus de mise en place de SIGMAP	- COREF	X		
5	Faible planification certains projets à long terme	Garantir une bonne planification à travers un budget pluriannuel	Demander au Gouvernement d'accélérer l'appui aux sectoriels pour une bonne implantation du budget programme	- Premier Ministre - Ministre du Plan - Ministre du Budget - Ministre des finances	X	X	

6	Ignorance de la loi (leaders des partis politiques, députés, les gouverneurs ...à tous les niveaux) et absence d'un plan stratégique de renforcement des capacités au niveau national	Planifier et organiser un programme spécifique de formation et de vulgarisation des lois de marchés publics et ses textes d'application	Nécessite de disposer d'un plan stratégique de renforcement des capacités sur les marchés publics	- Premier Ministre - Ministre d'Etat du Budget - Ministre des Finances - ARMP	X	X	X
7	Absence d'un système électronique de passation et de gestion des marchés publics	Développer et mettre en application un système électronique de passation et de gestion des marchés publics	Nécessité de disposer d'un système électronique de passation et de gestions des marchés publics	- Premier Ministre - PTF - COREF		X	
8	Inexistence des mécanismes permanents de discussions entre l'ARMP, DGCMP, le secteur privé, la Société Civile et PTF	Etablir des mécanismes formels des discussions avec la Société Civile, le secteur privé et PTF	Demander un acte règlementaire	- Premier Ministre	X		
9	Existence des marchés non payés	Procéder au règlement rapide des factures et des comptes conformément aux stipulations du contrat	Demander au Gouvernement de respecter ses engagements dans les contrats qu'il signe	- Premier Ministre	X		
10	Les audits effectués selon la volonté des bailleurs	Effectuer régulièrement les audits annuels des marchés publics	Respecter le budget sollicité l'ARMP pour le contrôle des marchés publics	- Premier Ministre - Ministre du Budget	X	X	
11	Absence de la charte et du code d'éthique	Mettre en place une charte de transparence des marchés publics et un code d'éthique	Demander au Gouvernement d'appuyer cette mise en place	- Premier Ministre - ARMP - SC		X	
12	Inexistence des textes d'application de la loi sur le PPP et les organes	Accélérer la mise en place des organes créés par la loi sur le PPP et mettre en place les textes d'application et les vulgariser	Demander la mise en place des textes d'application et des organes de la loi sur le PPP	- Premier Ministre - ARMP - Min du Plan	X		

B. Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)

N°	Obstacles	Recommandations	Plaidoyer, contenu	Cible	Périodicité		
					Court terme	Moyen terme	Long terme
1	Non-respect de la loi relative aux marchés publics dans la passation des marchés avec un taux élevé de gré à gré	Procéder à la planification des marchés Publics	Demander au Gouvernement de planifier les marchés publics par rapport aux crédits d'investissements alloués à ces marchés publics	Autorités contractantes/ gestionnaires des crédits	X		
2	Non-respect des procédures nationales de passation dans marchés par les projets financés par la BM	La BM doit s'aligner aux procédures nationales	Demander à la BM de respecter les accords de Paris, ODD17 et les lois de la RDC en la matière	- BM - Gouvernement	X		
3	Non-paiement des dépenses liées aux marchés publics	- Fournir les infos du plan de passation des marchés sectoriels au plan d'engagement budgétaire pour alimenter le plan de trésorerie ; - Que les autorités contractantes disponibilisent les informations sur les marchés publics à passer à temps	Demander au Gouvernement de respecter ses engagements dans les contrats qu'il signe	- Gouvernement	X		

Axe 2 : Cour des Comptes et Inspection Générale des Finances

A. Cour des Comptes

Obstacles	Recommandations	Contenu du plaidoyer	Cible	Périodicité		
				Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Difficulté de mise en œuvre de certaines dispositions de la loi (modalités pour exécuter certaines sanctions (Ex : LOFIP art 213, alinéas 3, repris aussi dans la Loi organique ; art 215 : difficulté d'identification de l'Autorité qui sanctionne)	Modifier la loi portant Création Organisation et fonctionnement de la Cour des comptes	Transformer les fautes de gestion en infraction	Gouvernement (Ministère de la justice Parlement		X	
Insuffisance de magistrats et du personnel au regard de l'étendue du pays et du nombre de provinces	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser la prestation de serment des magistrats - Nommer le Premier Président et les Présidents des chambres de la Cour - Organiser le recrutement des magistrats - Organiser la Mise en retraite des magistrats 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter la cour de nouveaux magistrats et du personnel - Organiser la prestation de serment - Procéder au recrutement en améliorant la ratio magistrat – population - Mise à niveau des magistrats - Installation des chambres déconcentrées 	Assemblée Nationale Président de la république Cour	X	X	
Infrastructures qui ne répondent aux normes d'une Cour (Insuffisance de bureau pour les magistrats et le personnel, pas de salle d'audience, pas de bureaux,...)	<ul style="list-style-type: none"> - Doter la cour des infrastructures adéquates et modernes - Mettre en application le programme du gouvernement tel que décrit au pilier 5 axe 20, point 114 à 116 qui consacre le contrôle des finances publiques¹ 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter la cour des infrastructures adéquates et modernes, - Améliorer les conditions socio – professionnelles 	Gouvernement	X	X	

¹ Axe 20 : Renforcement en amont des mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption avec le concours accru de l'Inspection Générale des Finances et de la Cour des Comptes

114. Procéder à la mise en place des responsables de la Cour des Comptes et à la prestation de serment de ses magistrats - Lancer le processus de nomination des responsables de la Cour des Comptes

115. Poursuivre la réforme de l'IGF et restructurer en profondeur la Cour des Comptes. - Préparer les projets des textes modificatifs pour la Cour des Comptes

116. Assurer la libération des frais de fonctionnement alloués à l'IGF, notamment la rétrocession prévue par la loi, et à la Cour des Comptes

Faible connaissance de la Cour, de son plan stratégique et de ses projets	Vulgarisation de la Cour et de son plan Stratégique	Partenariat structuré avec la société civile (journées portes ouvertes, ateliers de sensibilisation, conférence-débats, dîné de partage sur la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité, les dénonciations écrites,...) Améliorer la communication de la Cour	Société civile Cour	X		
Non-exécution des dispositions relatives à la dotation budgétaire de la Cour	Rendre effective l'autonomie financière en exécution de la Loi organique et conformément au programme du gouvernement	Faire appliquer correctement la disposition constitutionnelle et l'engagement contenu dans le programme du gouvernement en respectant la proposition faite par la Cour	Gouvernement	X		
Faible synergie de travail avec des institutions publiques de contrôle	Identifier tous les corps de contrôle opérant dans les divers secteurs de l'administration publique et domaines d'intervention de l'Etat afin d'améliorer la fonction contrôle des finances publiques dans tous les secteurs	S'assurer que tous les aspects de l'activité de l'Etat font l'objet d'une vérification conforme aux normes appropriées et dont les conclusions peuvent être exploitées par tous les intervenants dans le cadre de la fonction contrôle et par les autres services étatiques	Cour des comptes	X	X	X

B. Inspection Générale des Finances

Obstacles	Recommandations	Contenu du plaidoyer	Cible	Périodicité		
				Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Faible accompagnement de l'opinion dans des publications des rapports des missions d'inspection :	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître l'accompagnement des rapports publiés pour susciter la clameur publique sur certains dossiers - Organiser des journées portes ouvertes 	Rendre visible l'action de l'IGF Vulgariser le fonctionnement et rapports de l'IGF Partager une compréhension commune de la mission de l'IGF	Président de la République Société civile IGF	X		
Interférence de certaines administrations et des politiques qui sont en collision avec des opérateurs économiques en vue de contrer les opérations	Mettre fin à toute forme de trafic d'influence des administrations et des politiques	Mettre fin à l'impunité	Président de la République Gouvernement	X		
Insuffisance d'inspecteurs et limitation de nombre organique d'inspecteurs :	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le recrutement de nouveaux inspecteurs - Réviser l'ordonnance créant l'IGF afin d'augmenter selon le besoin le nombre organique des inspecteurs généraux des finances 	-Augmenter l'effectif des inspecteurs généraux des finances afin de palier à l'insuffisance des inspecteurs sur terrain	Président de la République	X	X	

Axe 3 : Inspections Sectorielles

1) Inspection Générale de la Santé

N°	Obstacles	Recommandations	Contenu du Plaidoyer	Cible	Périodicité		
					Court terme	Moyen terme	Long terme
1	Faibles applications des sanctions	Poursuivre et sanctionner des présumés coupables de détournement des différents fonds par l'autorité judiciaire à la suite des rapports de l'IGS.	Mise en place d'un Cadre de Concertation entre l'IGS : Système national des contrôles et la Société Civile de niveaux	- Ministre de la santé - PGR - Secrétariat General de la santé - Inspecteur General de la santé	X		
		Prévoir dans le décret des clauses autorisant l'IGS de saisir les PGR pour des cas réputés infractionnels dans les rapports	Plaidoyer en faveur d' du projet du décret portant création organisation et fonctionnement de l'IGS	- Ministre de la santé - PGR - Secrétariat General de la santé - Inspecteur Général de la santé	X		
2	Manque des moyens	Financer les missions, la mobilité des inspecteurs, prime de fonction de l'inspecteur et frais de fonctionnement de l'IGS	Plaidoyer pour l'exécution des lignes budgétaires dédiées à l'IGS dans le budget 2021 et 2022	- Premier ministre - Ministre du budget - Ministre de finance - Ministre de santé - Inspecteur général de sante	X		
3	Absence de décret portant création, organisation et fonctionnement de l'IGS	accélération d'élaboration du décret portant création organisation et fonctionnement de l'IGS	plaidoyer en faveur d'élaboration du décret portant création organisation et fonctionnement de l'IGS	- Premier ministre - Ministre du budget - Ministre de finance - Ministre de santé - Inspecteur General de sante		X	
4	Absence des communications régulière des différents financements	Rendre obligatoire la communication de tous les appuis reçus des différents bailleurs et du gouvernement -Rendre compte de leur utilisation	Plaidoyer en faveur de l'ouverture d'un site web pour la publication de tous les appuis des partenaires, du gouvernement ainsi que les rapports de contrôle effectués par les inspecteurs.	- Ministre de la santé - PGR - Secrétariat General de la santé - Inspecteur General de la santé Les inspecteurs provinciaux	X		
5	Insuffisance des inspecteurs	Recruter et former en interne (au sein du Ministère), les nouveaux inspecteurs (niveau national et provincial)	Plaidoyer en faveur de recrutement et formation des nouveaux inspecteurs des nouveaux inspecteurs	- Ministre de la santé - Ministre de la fonction publique - Secrétariat General de la santé - Inspecteur General de la santé			

		Reformulation de revisitation du CO et recrutement en interne et externe					
6	Ignorance de manuel de procédure d'inspection sanitaire	Vulgariser le manuel de procédure d'inspection sanitaire à tous les niveaux	Accélérer la vulgarisation de manuel de procédure	- Ministre de la Santé - Inspecteur General de l'IGS	X		
7	Absence de laboratoire interne lié à la consommation des médicaments	Doter le secteur de santé d'un laboratoire de contrôle qualité pour permettre les inspecteurs à dénicher la contrefaçon	Plaidoyer pour le financement et la construction d'un laboratoire moderne	- Premier Ministre - Ministre de la santé - PTF - Ministre de budget et finances, Ministre des infrastructures		X	
8	Insuffisance des infrastructures immobilières	Construction et réhabilitation des infrastructures immobilières en faveur de l'IGS au niveau national et provincial	Doter l'IGS des bâtiments et équipements modernes	- Premier Ministre du budget - Ministre de finance - Ministre de santé - Inspecteur General de sante - PTF		X	X
9	Archivage	Doter l'IGS des capacités d'archivage et de numérisation.	Plaidoyer pour l'opérationnalisation du service d'archivage et de numérisation	- Ministre de la Santé			
10	Non-respect de la procédure d'ouverture des établissements sanitaires	Faire respecter la législation en matière d'autorisation d'ouvertures des établissements, autorisations, de fabrication locale, d'importations et la conservation des produits. -sensibiliser la population -Sanctionner rigoureusement les inspecteurs prestataires défaillants	-Renforcer le contrôle des autorisations d'ouverture et des licences d'importation et de conservation des produits. -Publier régulièrement et a tous les niveaux et dans le site du ministère de la santé tous les demandeurs des autorisations et la suite y réservée -Mener des actions de sensibilisation à l'endroit de la population sur les faux médicaments...	- Ministre de la santé - Ministre de la fonction publique - Secrétariat général de la santé - Inspecteur général de la santé	X	X	
	Déficiences//défaillance dans le fonctionnement de la Chaîne de Froid	Renforcer les capacités du personnel utilisateur -dénoncer et sanctionner tout acte de détournement	Plaidoyer en faveur de la réorganisation du programme élargi de vaccination	Ministre de la santé Secrétariat général	X	X	

2. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

N°	Défis, Obstacles	Recommandations	Plaidoyer, contenu	Cible	Périodicité		
					Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
1	Cadre légal obsolète	Revisiter l'Ordonnance Présidentielle 91-231 du 15 aout 1991	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter avec le contexte - Assermenter les Inspecteurs - Contrôle des institutions /structures de l'EPST 	Président de la République	X		
2	Mauvaises conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les salaires - Paiement des différentes primes - dotation des moyens de mobilité - Construction et réhabilitation des bureaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation et lobbying -prise en compte dans la loi des Finances 2022 -Nouveaux barème des primes 	<ul style="list-style-type: none"> - Président - Gouvernement - Premier Ministre- - Ministre de l'EPST - Ministre de Budget et de Finances - Parlement - DPSB 		X	X
3	Nomination des Inspecteurs par arrêté	Prendre l'Ordonnance portant nomination des Inspecteurs	-Plaidoyer pour l'application de l'Ordonnance	Président		X	X

3. Sécurité : comite de suivis de la réforme de la police, IPG PNC

N°	Défis, Obstacles	Recommandations	Plaidoyer, contenu	Cible	Périodicité		
					Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
1	Non financement de la Réforme de la Police	<ul style="list-style-type: none"> Exécuter la ligne budgétaire dédiée au Secrétariat Exécutif du Comité de Suivi du Comité de la Réforme de la Police dans la Loi des Finances 2022 Financer la formation des policiers pour assurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et lobbying pour la prise en compte et l'exécution du budget dans la Loi des Finances 2022 Sensibilisation et lobbying pour la poursuite de l'implémentation de la police de proximité dans toutes les provinces. Sensibilisation et lobbying pour le financement des missions des Experts du SE-CSRP pour les évaluations au sein des entités PNC dans toutes les provinces 	Premier ministre Ministre de l'Intérieur et sécurité Ministre de budget et finance Commissaire General Inspecteur General de la PNC	X		
2	Mauvaise conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les salaires et le paiement de primes des missions des inspecteurs de l'IG/PNC Doter l'Inspection Générale de la police des moyens de mobilité Construction et réhabilitation des antennes provinciales l'IG /PNC 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et lobbying pour la prise en compte dans la loi de finance 2022 	Premier ministre Ministre de budget Ministre de Finance Inspecteur Générale de la police	X	X	
3	Non nomination des inspecteurs	Prendre l'ordonnance portant nomination des inspecteurs	<ul style="list-style-type: none"> Adapter et renforcer les missions des inspecteurs par rapport au contexte, assermenter les inspecteurs contrôle des institutions de toute la police 	<ul style="list-style-type: none"> Premier ministre Ministre de budget Ministre de Finance Inspecteur General de la police 		X	X
4	Non publication des rapports d'audit et suivi des actes de la police en faveur de la population par l'IG/PNC	Rendre obligatoire la redevabilité par la publication des rapports de monitoring, des audits et suivi sur les violations des droits de l'Homme et autres actes posés par la Police.	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour l'ouverture d'un site WEB au sein de l'IGPNC au niveau national et provincial ainsi que le renforcement de numéro VERT en faveur du public 	<ul style="list-style-type: none"> Ministre de l'intérieur et Sécurité IG : PNC 	X		
5	Absence des frais des missions des inspecteurs de l'IG PNC	Prévoir dans le budget 2022 une ligne des crédits pour les frais des missions des inspecteurs	Sensibiliser le Ministère de budget et des Finances pour l'octroi de ladite ligne à temps utile	<ul style="list-style-type: none"> Ministre l'Intérieur et Sécurité Ministre de Budget et Finances IG /PNC 	X		

4. MINES

N°	Défis, Obstacles	Recommandations	Plaidoyer, contenu	Cible	Périodicité		
					Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
1	Problématique des Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter en interne le Cadre organique par l'affectation des Unités manquantes • Poursuivre le programme de formation et de renforcement des capacités au regard des nouvelles missions de la direction de l'Inspection Minière 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour l'affectation des nouvelles unités conformément à la Loi en vue de renforcement de l'efficacité et de la qualité des services 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministre de la Fonction Publique • Ministre des Mines 		X	
2	Insuffisance des moyens logistiques	Doter l'Inspection Minière des véhicules 4X4 des services et des motos pour le travail de terrain, l'outil informatique et autres matériels, moyens de mobilité	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les autorités compétentes pour la dotation en moyens logistiques l'Inspection pour la rendre plus efficace 	<ul style="list-style-type: none"> • Premier Ministre • Ministre du budget • Ministre des Finances • Ministre de Mines 	X		
3	Absence des frais des missions	Prévoir dans le budget 2022 une ligne des crédits pour les frais des missions des inspecteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le Ministère de budget et des Finances pour l'octroi de ladite ligne à temps utile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministre de Budget • Ministre des Finances • Ministre des Mines 	X		
4	Non application des dispositions de l'article u238 du Code Minier relatif à la taxe superficielle et les modalités de la répartition y relative prévue à l'article 402 du RM	Enclencher le mécanisme devant aboutir à dégager des moyens financiers supplémentaires prévus par le législateur soit 3 pour cent de la taxe superficielle (cfr. Art.402 du RM).	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la mise en application de cette disposition 	<ul style="list-style-type: none"> • Premier Ministre des Mines • Ministre du Budget • Ministre des Finances 	X		
5	Bâtiment vétustes et croulant abritant de la Direction l'Inspection Minière	Exiger des autorités la réhabilitation et/ou la construction d'un nouveau bâtiment pour rendre efficace la fonction de contrôle au sein de l'Inspection générale des Mines au niveau national.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la dotation des bâtiments modernes en faveur de l'IG MINES au niveau national pour améliorer les conditions de travail et éviter des éventuels accidents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Premier Ministre • Ministre de Mines • Ministre de budget • Ministre des Finances 	X		